

**Nations unies - MONUSCO - RDC -
Explication de vote du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 27 mars 2018)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2409, qui renouvelle le mandat de la MONUSCO. Le Conseil de sécurité a, par cette adoption unanime, montré une fois de plus son unité sur la RDC, une unité qui est une condition essentielle du succès du processus engagé.

1/ Premièrement, le Conseil a montré son unité concernant la situation politique et sécuritaire en RDC. La période électorale qui s'ouvre est cruciale pour l'avenir de la RDC mais aussi de la région dans son ensemble. Ces élections doivent lui permettre, pour la première fois de son histoire, de connaître une alternance pacifique du pouvoir. Le défi est historique, dans un contexte délicat. Sans élections crédibles et acceptées par tous, c'est la stabilité du pays et de toute la région qui est en jeu.

Pour y parvenir, plusieurs conditions sont nécessaires, que le Conseil de sécurité souligne dans cette résolution.

La première condition, c'est la confiance dans le processus technique d'organisation des élections et le respect du calendrier électoral. Le Conseil appelle les responsables congolais en charge de l'organisation, et notamment la CENI, à tout faire pour assurer la transparence et la crédibilité des élections. Cela suppose notamment la mise en place effective de l'équipe d'experts électoraux internationaux que l'Union africaine, la Communauté de développement d'Afrique australe, l'Union européenne, les Nations unies et l'Organisation internationale de la Francophonie ont proposé de déployer.

La deuxième condition, c'est la mise en place d'un climat ouvert et apaisé, où tous les candidats puissent se déclarer et faire campagne librement sans craintes de représailles.

Le Conseil réitère son appel au respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, à commencer par le droit de manifestation, ainsi que la nécessité d'un usage proportionné de la force dans le cadre de la préservation de l'ordre public. Il demande que soit levée l'interdiction générale de manifester. Il est essentiel que les atteintes constatées lors des dernières manifestations ne se reproduisent pas et que leurs auteurs en répondent devant la justice. À ce titre, le Conseil salue la mise en place d'une commission d'enquête congolaise mixte et appelle à la mise en oeuvre de ses recommandations.

Sur l'ensemble de ces aspects, le Conseil continuera à suivre très attentivement les préparatifs électoraux et oeuvrera, en coordination étroite avec les pays de la région, à faciliter la tenue d'élections libres, crédibles, transparentes et apaisées.

2/ Deuxièmement, le Conseil a montré son unité dans le rôle qu'il souhaite donner à la MONUSCO. La Mission a deux priorités très claires et étroitement liées : d'une part, la protection des civils et, d'autre part, l'appui à la préparation des élections et à la mise en oeuvre de l'accord du 31 décembre 2016. Toutes les autres activités de la mission doivent être menées en appui de ces priorités. Sans préparation adéquate des élections, c'est la stabilité du pays et la sécurité des civils qui sont mises en danger. Sans protection des civils, c'est l'exercice de leur droit de citoyen à décider de leur avenir qui pourrait être remis en cause.

Dans cette résolution, le Conseil encourage enfin fortement la MONUSCO à poursuivre les réformes internes engagées cette année, à l'issue de sa revue stratégique. Des progrès ont été accomplis. La mission a procédé aux ajustements nécessaires. Elle cherche à être plus réactive, plus mobile, à mieux utiliser l'ensemble des outils à sa disposition. L'approche intégrée pour la protection des civils est bienvenue. Il en va de même pour le concept de protection par projection. Le Conseil a donné un mandat clair et atteignable à la MONUSCO, ainsi que les moyens d'accomplir ces tâches, notamment en préservant son plafond de troupes. C'est un point essentiel. Il encourage le Secrétariat et la mission, avec les pays contributeurs de troupes, à poursuivre ces réformes, avec ambition.

Au-delà de la MONUSCO, il nous revient à tous, en premier lieu bien sûr aux Congolais eux-mêmes, mais aussi tout particulièrement aux acteurs régionaux, engagés au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération et la région, d'oeuvrer en bonne coordination à la mise en oeuvre complète de l'Accord du 31 décembre 2016 et à permettre à tous les Congolais de retrouver confiance dans le processus électoral, afin que se tiennent le 23 décembre des élections libres, ouvertes à tous, crédibles et transparentes. Les mesures de décrispation prévues dans cet accord devront y contribuer.

Voilà, Monsieur le Président, quelles sont à nos yeux les conditions du succès du processus électoral en RDC, dans le respect du calendrier fixé. L'unité que nous avons montrée aujourd'hui est de ce point de vue un atout essentiel. Soyez assurés de l'engagement résolu de la France en ce sens et aux côtés de la RDC.

Je vous remercie./.